

LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE D'ISRAËL



S.E.M. Benjamin Netanyahu, ministre des Finances de l'État d'Israël, a reçu le Rédacteur en chef de SHALOM à Jérusalem pour une interview exclusive. (Photo: Bethsabée Süßmann)

Par Roland S. Süßmann

Le fameux comique juif américain Jacky Mason, connu pour son humour aussi caustique que réaliste, dit toujours que le seul moyen de s'assurer qu'un système économique marche, «*c'est de payer les politiciens, les députés et les fonctionnaires uniquement à la commission... sans salaires fixes!*» Or toute personne qui a un minimum de savoir en économie sait

très bien qu'une telle proposition, à première vue pleine de bon sens, n'est pas viable car aucune administration ne peut fonctionner ainsi. C'est toutefois un peu dans l'esprit de cet humoriste que le bouillant et brillant ministre des Finances de l'État d'Israël, **S.E.M. BENJAMIN NETANYAHOU**, a lancé sa réforme économique révolutionnaire.



«Sans aucun doute, notre nouveau système économique va attirer des investisseurs juifs de la Diaspora.»

Afin de nous expliquer les tenants et les aboutissants de sa démarche, le ministre nous a reçus à Jérusalem pour une interview exclusive de près d'une heure, dont nous résumons ici l'essentiel.

Vous venez de lancer un programme très ambitieux de réformes économiques. Quelles sont vos motivations ?

Nous tentons d'opérer une transformation majeure en menant l'économie et la société israélienne vers un marché libre. Il est étonnant de voir que le peuple juif, qui réussit remarquablement dans les affaires partout dans le monde, traîne la patte dans son propre pays. Ceci est exclusivement dû à un système économique rigide bourré de quelques reliquats provenant d'une doctrine socialiste surannée. Le seul moyen dont nous disposons pour permettre à Israël de se développer et d'être prospère est de donner la possibilité aux talents extraordinaires vivant ici d'éclorre. Cela n'est réalisable que si nous mettons en place rapidement, et à grande échelle, une libéralisation totale de notre économie.

Quels sont les points et les buts essentiels de votre démarche ?

Notre premier objectif est de réduire le secteur public et d'augmenter l'activité du secteur privé.

Afin d'illustrer mes propos, je rappellerai que le secteur public représente 55% du GDP (produit domestique brut), alors que le secteur privé n'est que de 45%. C'est comme si un homme pesant 45 kilos transportait en permanence sur ses épaules un individu de 55 kilos. A la longue, ce n'est simplement pas viable. Début 2003, tout indiquait que le secteur public allait devenir de plus en plus important et que le domaine privé allait s'effondrer et avec lui toute notre économie. En fait, il y a quelques mois encore, nous étions à deux pas de ce stade car nous dépensions plus que nous ne gagnions, les dépenses gouvernementales étaient énormes, provoquant un déficit gigantesque. Afin de couvrir ce déséquilibre, nous avons dû augmenter les impôts, ce qui a entraîné un accroissement du déficit, puisque au-delà d'un certain niveau de taxation, les fonds rentrent très difficilement. Nous avons donc dû emprunter sur les marchés internationaux, où personne ne voulait nous prêter ne serait-ce qu'un seul dollar. Nous avons donc été forcés de remonter de plus en plus les taux d'intérêts dans le marché local et nous nous sommes retrouvés sur un terrain glissant extrêmement dangereux pouvant mener assez rapidement à un effondrement général de tout notre système économique. Nous avons alors lancé notre programme de restrictions budgétaires au niveau gouvernemental et surtout de réduction des salaires qui, dans l'administration avaient augmenté de 2% alors qu'au niveau na-



«Sur un plan international, Israël est désormais considéré comme étant le pays le plus agressif dans ses réformes vers un marché libre.»

tional dans le secteur privé, la moyenne des salaires avait baissé de 8% au cours des deux dernières années. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la Histadrout (le syndicat national) a accepté une baisse de salaires de deux milliards de sheqalim par an pour une période de deux ans. Ceci constitue non seulement un précédent, mais également un message très clair indiquant les limites de ce que le secteur public peut demander... et obtenir. L'autre point important est la décision de mettre un terme aux transferts de fonds de l'aide sociale automatiques. Le nombre de personnes recevant cette aide spontanée avait augmenté de façon totalement démesurée: il avait été simplement multiplié par 600% en douze ans alors que, pendant cette période, la population n'avait progressé que de 30%. Il était devenu plus profitable de ne pas travailler et de se rendre dans une agence d'aide sociale afin de collecter des fonds gouvernementaux. Parallèlement, nous avions 300'000 ouvriers étrangers. La situation se résumait donc à cette triple réalité catastrophique: un gouvernement syndicalisé et gonflé artificiellement par des dépenses disproportionnées, une augmentation constante d'une partie de la population ne travaillant pas mais qui vivait aux frais du contribuable, et les fameux 300'000 travailleurs étrangers qui faisaient les travaux pouvant être réalisés par nos 300'000 chômeurs! Cette situation était bien entendu intolérable et nous avons donc pris des mesures contre

chacun de ces points précis. Nous avons également augmenté les impôts sur les travailleurs étrangers et instauré de lourdes pénalités à ceux qui les emploient illégalement. De plus, nous avons décidé de briser des monopoles et avons par exemple passé une loi pour la dissolution de notre plus grande compagnie et de notre plus grand syndicat, la Société d'électricité. Parallèlement, nous avons mis en œuvre la privatisation d'EL AL, dont tout le monde parlait depuis dix-sept ans et que nous avons réalisée en quelques mois. Nous allons maintenant nous attaquer à la privatisation de la Banque Leumi et de la Discount Bank qui sont encore partiellement entre des mains gouvernementales. En d'autres termes, nous allons favoriser la concurrence, promouvoir la privatisation et briser les monopoles. Un autre élément majeur de notre programme réside dans la réduction immédiate des impôts. Il existait un ancien plan de réformes prévoyant une réduction graduelle de la taxation des revenus qui devait être appliqué dans sa totalité en 2008, que nous avons compressé sur deux ans. Durant cette période, personne en Israël ne paiera plus de 49%, y compris la sécurité sociale et la caisse maladie, ce qui est toujours trop mais qui permet au contribuable de garder pour lui la majorité de son revenu. En fonction de l'évolution de la croissance économique, je pense pouvoir réduire la taxation à un taux inférieur à celui qu'avait fixé le président Reagan, qui se situait à moins de 30%.



«Nous sommes très attachés au concept de la réciprocité. Tant que l'Autorité palestinienne n'aura pas abandonné totalement le terrorisme, toute négociation sera bloquée.»

Votre plan n'est pas seulement ambitieux, il constitue une véritable révolution économique en Israël. Toutefois, une telle entreprise requiert une période de mise en place et d'ajustement. L'impression prévaut que le public ne vous comprend pas, mais surtout que vous ne faites pas vraiment d'efforts pour expliquer qu'en définitive, tout le monde bénéficiera de ces changements. Pensez-vous être suffisamment présent sur le terrain pour expliquer vos démarches ?

La réponse est oui, mais il faut bien comprendre que nous sommes dans une situation où l'on vient demander à un patient comment il se sent pendant une opération. Non seulement il se plaindra de toutes ses douleurs, mais il maudira le chirurgien. C'est un peu ce à quoi je m'attendais et à mon grand étonnement, ce n'est pas exactement ce qui est en train de se passer. En fait, je réalise qu'il y a une forme de respect et un début de compréhension pour ma politique économique. Afin d'illustrer mes propos, je vous donnerai l'exemple de la question des mères célibataires. J'ai exigé que leurs allocations soient réduites sévèrement et qu'elles travaillent. Au début, leurs manifestations ont bénéficié d'une énorme couverture médiatique ainsi que d'un très grand support dans le public. Progressivement, ces deux pôles de soutien se sont émoussés et aujourd'hui, une majorité du public comprend et admet mon point de vue. Le degré de générosité qu'offraient les programmes

sociaux en vigueur depuis le début des années 90 était hors de toute proportion. Une mère célibataire avec deux enfants travaillant douze heures par semaine touchait une allocation qui dépassait le salaire moyen de 70% de la population active d'Israël. Elle n'avait donc aucune raison de travailler, sans parler du fait que cette situation encourageait les couples à procéder à des divorces fictifs. J'ai donc instauré un nouveau système qui exige que les mères célibataires travaillent au moins à mi-temps afin de pouvoir toucher une aide sociale. Il était important d'imposer cette mesure afin d'éloigner progressivement les gens de la source d'or des indemnités automatiques. A cet égard, je rappellerai ici que notre grand maître, le Rambam (Maimonide), nous a enseigné qu'il existe dix niveaux de charité: le plus bas est le don, l'intermédiaire est le prêt et le plus élevé est d'encourager une personne à travailler ou de lui procurer un emploi. Notre politique économique est donc profondément ancrée dans les enseignements des grands penseurs d'Israël. Bref, nous devons nous départir de la mentalité d'assistés pour la remplacer par un esprit de labeur et supprimer un mode de pensée où un gouvernement centralisé dirige et contrôle tout, pour nous rapprocher du marché libre. Les marchés financiers ont répondu très positivement à notre nouvelle politique, ce qui est encourageant. Sur un plan international, j'ai eu des échos très positifs et j'ai appris qu'Israël est considéré



«Nous devons nous départir de la mentalité d'assistés pour la remplacer par un esprit de labeur et nous rapprocher du marché libre.» (Photo: Bethsabée Süßmann)

comme étant le pays le plus agressif dans ses réformes vers un marché libre, ce qui est très apprécié sur un plan universel.

Il faut bien comprendre qu'il n'y a pas cent mille manières de réussir. Je ne pense pas que les personnes qui travaillent pour un gouvernement soient moins talentueuses ou moins ambitieuses que celles qui sont dans le secteur privé. Mais dans une administration, aucun système ne motive les gens à travailler ou à produire quoi que ce soit, alors que dans le privé cette orientation existe, c'est ce que l'on appelle communément «la motivation au profit». C'est pourquoi nous devons éliminer autant de fonctions gouvernementales que possible et exiger du gouvernement qu'il explique les raisons pour lesquelles il devrait garder dans son giron un service ou une institution dont il assume le contrôle, l'administration et le fonctionnement. D'ailleurs, même dans le cadre de la défense, un certain nombre d'activités peuvent être privatisées. Il n'y a donc qu'un seul moyen de réussir, c'est d'agir en fonction des lignes de conduite du marché libre. Ceci a été établi à Singapour, en Irlande, en Grande-Bretagne, en Espagne et aujourd'hui en Russie et en Argentine, où les impôts viennent d'être réduits de façon importante. Pour la première fois ces deux pays connaissent un essor économique. Notre difficulté majeure n'est pas d'édicter des lois, mais de changer la mentalité d'une population qui a été nourrie par un régime aux con-

cepts pseudo-socialistes. Il faut faire comprendre à tous que le seul moyen de réussir réside dans l'essor économique.

A cet égard, je voudrais aussi souligner que notre démarche n'attire pas seulement des investisseurs étrangers. Les chiffres démontrent qu'au cours des quatre derniers mois, des Israéliens qui avaient investi des milliards en Grande-Bretagne et dans les pays de l'Est ont commencé à réduire leurs placements à l'étranger et à rapatrier leurs fonds vers des investissements en Israël. Quelques mois après le lancement de notre révolution économique, je peux dire sans hésiter que les indicateurs économiques ne sont pas encore au beau-fixe, mais que nous percevons un frémissement positif encourageant.

Nous vivons à une époque où l'idéologie n'est de loin plus le vecteur principal pour inciter les Juifs de la Diaspora à venir s'installer en Israël. La majorité de ceux qui émigrent le font parce qu'ils ont des difficultés économiques dans leurs pays. Or vous avez supprimé une grande partie des avantages qu'offrait l'État aux nouveaux immigrants. Était-ce vraiment nécessaire?

Nous étions à deux doigts d'un effondrement économique total et donc obligés de prendre des mesures drastiques. Toutefois, dès que la situation le permettra, j'ai l'intention de rétablir certains avantages



«Il n'a jamais été question de démanteler des villes et villages juifs de Judée-Samarie-Gaza.»

pour les nouveaux immigrants. Cela dit, lorsque notre réforme sera définitivement en place et qu'elle aura réussi, Israël sera un tout autre État que celui qui a existé jusqu'à présent. Ce ne sera plus le pays syndicalisé, monopolisé et aux impôts élevés, mais une nation disposant d'une économie de marché libre dotée d'une taxation minimale. Nous allons également lancer un programme ferroviaire ambitieux à travers tout le pays, qui permettra à des industries de s'installer dans des régions aujourd'hui difficilement accessibles et de réduire considérablement les temps de transports, ce qui rendra le travail nettement plus efficace. La mise en place de ce nouveau réseau de transport constitue une mesure bien plus utile que celle qui consiste à donner des primes aux individus, aux investisseurs ou aux entreprises.

Vous faites partie du gouvernement d'Ariel Sharon qui s'est lancé dans une nouvelle ronde de négociations avec l'OLP. L'un des gestes de bonne volonté accordé par Israël aux Arabes et qui n'est absolument pas prévu dans le cadre de la Feuille de route, est la libération de prisonniers. Vous avez voté en faveur de cette mesure. Pourquoi?

Pour moi, ce genre de décision comporte trois vo-

lets. Tout d'abord, il est hors de question de libérer les prisonniers qui ont du sang sur les mains, je ne l'ai jamais fait lorsque j'étais Premier ministre et jamais je n'aurai soutenu une telle ordonnance. Deuxièmement, toute libération de ce type doit être accompagnée d'un acte de réciprocité de la part de notre contrepartie. Finalement, chaque dossier doit être étudié par nos services de sécurité qui doivent nous confirmer que l'individu ainsi relâché ne constitue pas un danger potentiel pour nous. Dans le groupe libéré le 6 août 2003, il n'y avait aucun assassin et l'Autorité palestinienne a fait preuve d'un peu de coopération, bien entendu de loin insuffisante, en partageant avec nous certaines informations qui nous ont permis d'agir préventivement contre des actes de terrorisme. Cela dit, elle n'a absolument rien entrepris à ce jour pour démanteler les organisations et les infrastructures terroristes dans les zones qu'elle contrôle. A cet égard, il faut souligner que notre Premier ministre s'est rendu à Washington en faisant part à l'Administration américaine de notre bonne volonté, sujette évidemment aux trois conditions que je viens de citer. M. Sharon a toutefois clairement fait comprendre que notre «bonne volonté» a ses limites et que si l'Autorité palestinienne ne remplit pas ses obligations, elle devra



«Nous ne fournirons pas à notre contrepartie les moyens de détruire l'unique État juif.»

subir les conséquences découlant du fait qu'elle a brisé sa parole donnée aux États-Unis. Il serait une erreur de croire qu'Israël continuera à libérer des prisonniers si la contrepartie ne tient pas ses obligations.

Que pensez-vous de la construction de la barrière de séparation ?

Il s'agit de l'une des mesures préventives que nous devons prendre, parallèlement à d'autres opérations militaires directes, étant donné que l'Autorité palestinienne ne fait rien pour combattre le terrorisme. Nous ne pouvons pas rester les mains croisées à attendre que le prochain attentat se produise. Il faut bien comprendre que la barrière empêche le déplacement de la plus petite bombe qui existe au monde, la bombe humaine. Nous ne pouvons pas faire moins, pour protéger nos citoyens, que d'empêcher les terroristes suicidaires d'entrer librement chez nous. Une telle barrière existe d'ailleurs à Gaza depuis assez longtemps et aucune bombe humaine n'est venue de cette région.

Il est vrai que les terroristes peuvent utiliser d'autres armes, par exemple des roquettes qui seraient lancées par-dessus la barrière. Mais leur arme la plus efficace et la plus meurtrière reste la bombe humaine et avec ce rempart, nous les en privons. N'oublions pas qu'il y a aujourd'hui des centaines pour ne pas dire des milliers de candidats prêts à mourir comme bombes humaines dans des villes israéliennes. De plus, avec cette fermeture, nous prévenons

aussi l'évolution démographique qui, en fait, est une forme détournée d'appliquer le droit du retour exigé par les Arabes. En effet, en évitant les mariages entre des Arabes israéliens et des femmes arabes qui vivent en Judée-Samarie, nous prévenons la multiplication de leur présence en Israël. Il existe bien des lois à ce sujet, mais il est nettement plus simple de prévenir physiquement le passage interdit. Pour terminer, la clôture nous permet aussi de réglementer le marché du travail et d'éviter que n'importe qui puisse venir travailler et éventuellement s'installer chez nous. En résumé, la barrière est absolument nécessaire du point de vue de la sécurité, de la démographie et de l'économie.

Nous avons assisté récemment à un certain nombre de kidnappings. Il faut savoir qu'il s'agit d'une opération difficile à organiser et qui ne peut réussir qu'avec l'aide de complices locaux qui, dans les cas présents, sont des Arabes israéliens. Je peux vous affirmer que nous prenons la chose très au sérieux et que nous la combattons très activement.

L'impression prévaut qu'en acceptant la Feuille de route, le gouvernement dont vous êtes membre donne des signes de faiblesse à la partie adverse, ce que cette dernière compte d'ailleurs bien exploiter. Jusqu'à quel point pouvez-vous vous identifier avec la politique actuelle ?

Tout d'abord, je vous rappellerai que je n'ai absolument pas soutenu l'acceptation de la Feuille de rou-



«Notre bonne volonté a des limites. Si l'Autorité palestinienne ne tient pas scrupuleusement ses engagements, nous ne libérerons plus de prisonniers.»

te et que, lors du vote, je me suis abstenu. De plus, j'ai toujours insisté, et notre Premier ministre aussi, pour que l'annexe à la Feuille de route, les fameux 14 points de restrictions, soit considérée comme partie intégrante de cet accord. Le premier de ces points concerne la dissolution des organisations et des infrastructures terroristes. A l'issue de la première étape, nous serons requis de passer à la seconde. Nous allons alors demander à voir comment notre contrepartie a tenu ses engagements. Nous insistons sur le concept de réciprocité et ne pourrions entreprendre aucun pas supplémentaire si celui-ci n'est pas scrupuleusement respecté. **A cet égard, je rappellerai ici que le Premier ministre et moi-même sommes tout à fait d'accord sur la question de la réciprocité. A ce sujet, il vient de faire une déclaration très importante en rappelant au monde que l'une des graves défaillances des démocraties des années 30 était de ne pas avoir fait preuve de fermeté, justement sur la question de la réciprocité, envers l'Allemagne nazie, qui n'a pas été forcée de remplir les obligations qu'elle avait signées à Versailles.** Je pense que M. Sharon a fait cette déclaration pour faire comprendre à ceux qui en doutaient que la politique de notre gouvernement, sous sa direction, n'a pas la moindre intention de céder sur la question de la réciprocité.

Êtes-vous en faveur du démantèlement des aggro-

mérations juives de Judée-Samarie-Gaza?

Absolument pas, d'ailleurs il n'en a jamais été question. Le problème se pose pour quelques-uns des avant-postes qui ont été érigés sans autorisation et dont le sort devra être étudié cas par cas.

Dans l'ensemble, vous semblez être assez optimiste. Estimez-vous que les directions politiques et économiques sont sur la bonne voie?

Absolument. En ce qui concerne les mesures économiques, leur réussite est entre nos mains, elle requiert une clarté de vue et une compréhension de ce qui doit être fait. Heureusement, en Israël, de plus en plus de personnes semblent avoir saisi les nécessités pour que notre réforme marche. De notre côté, nous avons la conviction profonde que notre politique économique est juste et nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre afin de la mener à bien et ce au prix de nombreuses difficultés. De plus, pour la première fois depuis longtemps, Israël a un gouvernement cohérent qui n'est pas divisé. Nous sommes le gouvernement le plus orienté vers une économie de marché libre de toute notre histoire. Nous avons donc tous les éléments en main pour réussir la réforme. En ce qui concerne la politique, elle est dominée par la question sécuritaire, qui com-



«La barrière empêche le déplacement de la bombe la plus petite et la plus mortelle qui existe au monde, la bombe humaine, dont tant d'Israéliens ont été les victimes.»

porte la continuation de la construction de la barrière dont nous avons parlé, la dissuasion, si nécessaire par l'action militaire, et la réduction maximale du terrorisme. Concernant les négociations avec l'Autorité palestinienne, elles dépendent de notre contrepartie. Je pense pouvoir dire que nous aurons un partenaire avec lequel nous pourrions mener des négociations très dures et sérieuses si l'Olp remplit scrupuleusement toutes les conditions suivantes: l'abandon de son but principal, la destruction de l'État d'Israël; la renonciation officiellement et réellement de ce qu'elle appelle «le droit du retour», qui n'est qu'un autre terme pour l'inondation de notre pays par des centaines de milliers d'Arabes; finalement, l'abandon de sa méthode de nous combattre, à savoir le terrorisme. Si l'Autorité palestinienne devait faire preuve de manquement sur un seul des points que je viens de citer, nous n'aurions pas de partenaire. Nous serions alors obligés de prendre un certain nombre de mesures unilatérales afin de nous défendre et de développer notre pays dans la sécurité.

Pensez-vous que la création d'un état palestinien constitue une option sérieuse ?

Il n'est de secret pour personne que je suis opposé à cette idée. Toutefois, même ceux qui pensent qu'une

telle solution est envisageable, y compris notre Premier ministre, ne sont pas disposés à l'accepter à n'importe quel prix. Tous y mettent un certain nombre de conditions: la définition des frontières, la démilitarisation de cet hypothétique état, l'importation de biens mais pas d'armements, l'exportation de marchandises mais pas d'objets liés au terrorisme comme des roquettes, le contrôle par Israël de l'espace aérien, de l'eau, de l'électricité, etc. Ce sont là quelques mesures minimales de base que même les plus ardents défenseurs d'un état palestinien souhaitent que nous maintenions entre nos mains. Nous sommes donc en présence de la création éventuelle d'une entité à souveraineté limitée. La notion «d'état» ne peut pas s'appliquer à ce genre de concept, car il implique une souveraineté et une indépendance totales qui donneraient des pouvoirs illimités à une telle entité palestinienne. Or, en admettant que l'Autorité palestinienne apporte la preuve qu'elle remplit ses obligations, ce qui reste à démontrer, il existe un consensus très large en Israël qui veut qu'une entité palestinienne ne soit formée qu'à condition qu'un certain nombre de pouvoirs restent entre les mains d'Israël. Nous pourrions éventuellement trouver un accord avec notre contrepartie dans le cadre duquel elle obtiendrait les moyens nécessaires pour gérer ses administrations. Nous ne lui procurerons en aucun cas des pouvoirs qui lui permettraient de détruire le seul et unique État juif.